

Annexe

**Sous-commission paritaire pour les établissements
qui ne sont pas soumis à la loi sur les hôpitaux***Convention collective de travail du 20 juin 1989***Réduction de la durée hebdomadaire du travail
dans les centres de revalidation**

Article 1er. La présente convention collective de travail s'applique aux travailleurs et aux employeurs des centres de revalidation ressortissant à la Sous-commission paritaire pour les établissements qui ne sont pas soumis à la loi sur les hôpitaux.

On entend par centre de revalidation : un centre de revalidation ORL ou PSY-autonome, reconnu par l'instance compétente.

Pour l'application de la présente convention collective de travail, on entend par travailleurs, le personnel ouvrier et employé masculin et féminin.

Art. 2. La limite maximum de la durée du travail hebdomadaire prévue à l'article 19 de la loi sur le travail du 16 mars 1971, modifiée par la loi du 20 juillet 1978, est réduite à trente-huit heures par semaine en moyenne sur base annuelle, à répartir sur cinq ou six jours.

Sur une période de quatre semaines consécutives la limite des 160 heures de travail ne peut être dépassée.

Art. 3. La réduction de la durée hebdomadaire du travail fixée à l'article 2 ne peut en aucun cas entraîner une diminution de la rémunération.

Cela signifie que le salaire horaire indexé est égal à la rémunération annuelle indexée divisée par 1976, ce qui implique une augmentation automatique des salaires horaires en vigueur pour la semaine de quarante heures, de 5,26 p.c.

Art. 4. § 1. Les modalités d'application de la réduction de la durée de travail fixée à l'article 2, sont fixées sur le plan de chaque centre de revalidation individuel.

§ 2. Les modalités d'application en vigueur dans les centres de revalidation ayant déjà réduit la durée du travail au moins jusqu'à celle fixée à l'article 2, à la date de conclusion de la présente convention collective de travail, restent d'application.

Art. 5. La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1er septembre 1989.

Elle est conclue pour une durée indéterminée et peut être dénoncée par chacune des parties, moyennant un préavis de trois mois, à notifier par lettre recommandée à la poste, adressée au président de la Sous-commission paritaire pour les établissements qui ne sont pas soumis à la loi sur les hôpitaux.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 8 novembre 1989.

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,
L. VAN DEN BRANDE

Bijlage

**Paritair Subcomité voor de inrichtingen
die niet aan de wet op de ziekenhuizen onderworpen zijn***Collectieve arbeidsovereenkomst van 20 juni 1989***Verkorting van de wekelijkse arbeidsduur
in de revalidatiecentra**

Artikel 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werknemers en op de werkgevers van de revalidatiecentra welke ressorteren onder het Paritair Subcomité voor de inrichtingen die niet aan de wet op de ziekenhuizen onderworpen zijn.

Onder revalidatiecentrum wordt verstaan : een autonoom door de bevoegde instantie erkend NOK- of PSY-revalidatiecentrum.

Voor de toepassing van deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt onder werknemers verstaan het mannelijk en vrouwelijk werklieden- en bediendenpersoneel.

Art. 2. De maximumgrens van de wekelijkse arbeidsduur, vastgesteld bij artikel 19 van de arbeidswet van 16 maart 1971, gewijzigd bij de wet van 20 juli 1978, wordt ingekort tot gemiddeld achten-dertig uren per week op jaarbasis, te verdelen over vijf of zes dagen

Per vier achtereenvolgende weken mag de grens van 160 arbeidsuren niet worden overschreden.

Art. 3. De inkorting van de wekelijkse arbeidsduur bepaald in artikel 2 mag in geen geval een loonsverlaging tot gevolg hebben.

Dit betekent dat het geïndexeerde uurloon gelijk is aan het door 1976 gedeelde geïndexeerde jaarloon of een automatische verhoging van de voor veertig uren per week van kracht zijnde uurlonen met 5,26 pct.

Art. 4. § 1. De toepassingsmodaliteiten van de arbeidstijdverkorting bepaald in artikel 2, worden vastgesteld op het vlak van elk revalidatiecentrum.

§ 2. De bestaande toepassingsmodaliteiten blijven van kracht in de revalidatiecentra die, op datum waarop deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt gesloten, de arbeidsduur reeds hebben verkort tot tenminste deze die in artikel 2 is bepaald.

Art. 5. Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 september 1989.

Zij is gesloten voor onbepaalde tijd en kan worden opgezegd door elk van de partijen mits een opzegging van drie maanden, betekend bij een ter post aangetekende brief, gericht aan de voorzitter van het Paritair Subcomité voor de inrichtingen die niet aan de wet op de ziekenhuizen onderworpen zijn.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 8 november 1989.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
L. VAN DEN BRANDE

EXÉCUTIFS — EXECUTIEVEN**REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST****MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE**

F. 89 — 2320

**7 SEPTEMBRE 1989. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon
relatif à l'Office régional wallon des Déchets**

L'Exécutif régional wallon,

Vu le décret du 5 juillet 1985 relatif aux déchets, notamment l'article 38, modifié par décret du 30 juin 1988, et l'article 41;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances donné le 13 avril 1988;

Vu l'accord du Ministre ayant le budget dans ses attributions donné le 24 juin 1988;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement et du Logement pour la Région wallonne,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Définitions

Article 1er. Dans le présent arrêté :

- 1° les mots « le Ministre » désignent le membre de l'Exécutif régional wallon qui a la protection de l'environnement et l'enlèvement et le traitement des déchets dans ses attributions;
- 2° les mots « le Ministre du Budget » désignent le membre de l'Exécutif régional wallon, qui a le budget dans ses attributions;
- 3° les mots « l'Office des déchets » désignent l'Office régional wallon des Déchets;
- 4° les mots « le Comité » désignent le Comité consultatif de l'Office régional wallon des Déchets.

CHAPITRE II. — Du budget

Art. 2. § 1er. Le projet du budget annuel de l'Office des déchets est divisé en trois sections comprenant : les opérations courantes, les opérations en capital, mentionnées selon leur nature, sous les mêmes numéros d'articles et les mêmes littéras que le budget de la Région wallonne et les opérations pour ordre.

L'année budgétaire prend cours le 1er janvier et est clôturée le 31 décembre.

§ 2. Le projet du budget est annexé au projet de budget des dépenses de la Région wallonne — partie Ministère de la Région wallonne.

Le budget de l'Office des déchets est approuvé par le Conseil régional wallon. Cette approbation est acquise par le vote des dispositions qui le concernent dans le décret contenant le budget des dépenses de la Région wallonne.

§ 3. Les recettes résultant de la fourniture de biens ou de services sont imputées au budget de l'année au cours de laquelle la fourniture est effectuée.

Les autres recettes sont imputées au budget de l'année au cours de laquelle les droits au profit de la Région wallonne ont été établis.

§ 4. Les dépenses résultant de la fourniture de biens ou de services sont imputées au budget de l'année au cours de laquelle la fourniture est effectuée.

Les autres dépenses sont imputées au budget de l'année au cours de laquelle les obligations à charge de la Région ont été établies.

§ 5. Pour les programmes de travaux et de fournitures dont le délai d'exécution est supérieur à 12 mois, le budget prévoit :

- a) le montant des engagements qui peuvent être contractés pendant l'année budgétaire;
- b) le montant qui pourra être liquidé au cours de l'année budgétaire, en vue d'apurer des engagements contractés tant pendant cette année qu'au cours des années antérieures;

Un état d'évaluation du coût total des programmes et de leur degré d'avancement est joint au projet de budget.

Art. 3. La section des opérations courantes peut comprendre des crédits non limitatifs; dans ce cas, le libellé du crédit le mentionne.

Le Ministre peut opérer des transferts entre les crédits inscrits dans la section des opérations courantes.

CHAPITRE III. — De la comptabilité et de la reddition des comptes

Art. 4. § 1er. La comptabilité est subdivisée en deux parties :

- a) la comptabilité budgétaire, tenue en partie simple, qui a pour objet de suivre l'exécution du budget et de surveiller le niveau des engagements de dépenses;
- b) la comptabilité commerciale et industrielle, tenue en partie double, qui a pour objet l'enregistrement journalier des opérations.

La comptabilité budgétaire permet d'établir le compte d'exécution du budget au 31 décembre.

La comptabilité commerciale et industrielle permet de dégager le prix de revient des produits et des services ainsi que le résultat d'exploitation. Elle permet également d'établir le compte des profits et pertes et le bilan.

§ 2. Les variations du patrimoine sont enregistrées dans un compte spécial.

§ 3. Une situation financière sera présentée au Ministre le 1er mai et le 1er septembre de chaque année.

Art. 5. Les comptes de l'Office des déchets sont transmis au Ministre du Budget au plus tard le 31 mars de l'année qui suit celle à laquelle ils se rapportent. Ce Ministre les soumet à la Cour des Comptes avant le 30 avril de la même année.

Le compte d'exécution du budget fait l'objet d'un projet de décret de règlement du budget soumis au Conseil régional wallon au plus tard le 30 septembre de l'année qui suit celle à laquelle il se rapporte.

Le compte des profits et pertes ainsi que le bilan sont annexés au projet de décret de règlement du budget de l'Office des déchets.

CHAPITRE IV. — Du contrôle

Art. 6. L'Inspecteur des Finances désigné par le Ministre du Budget exerce un contrôle sur l'Office des déchets conformément à l'arrêté royal du 5 octobre 1961 portant organisation du contrôle administratif et budgétaire.

Art. 7. Le Ministre et le Ministre du Budget arrêtent conjointement les modalités de contrôle des écritures qui enregistrent les opérations comptables et les engagements de dépenses de l'Office des déchets.

Art. 8. Les comptes et le bilan de l'Office des déchets sont soumis à la Cour des Comptes qui peut organiser sur place le contrôle de la Comptabilité.

La Cour des Comptes peut se faire communiquer, en tout temps, tous états, renseignements ou éclaircissements relatifs aux recettes et aux dépenses ainsi qu'aux avoirs et aux dettes de l'Office des déchets.

Les dépenses de l'Office des déchets sont liquidées et payées sans l'intervention de la Cour des Comptes.

CHAPITRE V. — *Des règles de gestion*

Art. 9. Les recettes de l'Office des déchets sont outre ce qui est précisé à l'article 41 du décret du 5 juillet relatif aux déchets :

- 1° un fonds initial de roulement non remboursable. Celui-ci est constitué par les apports en nature repris à l'annexe I du présent arrêté, ainsi que par une dotation en espèces de 20 000 000 de francs;
- 2° des interventions à charge du budget régional constituées sous forme de dotation en frais de fonctionnement et frais de capital couvrant tout ou partie des actions de l'Office.

D'autre part, au sein de l'Office des déchets, il est constitué un Fonds d'amortissement et un Fonds de renouvellement.

Le fonds d'amortissement est alimenté par une dotation annuelle calculée sur base de la valeur d'acquisition des biens de capital.

Le fonds de renouvellement est alimenté par une dotation annuelle calculée sur la base de la différence entre le coût de renouvellement et la valeur d'acquisition de biens en capital.

Le Ministre et le Ministre du Budget arrêtent conjointement les règles de calcul de chacun des deux fonds.

Art. 10. Le montant du boni ou du mali enregistré par l'Office des déchets à la fin de chaque année budgétaire est, selon le cas, pris en recette au budget des recettes de la Région wallonne, ou couvert à charge des crédits inscrits à cet effet au budget des dépenses de la Région wallonne.

Art. 11. Les fournitures et les services effectués par l'Office des déchets en faveur de services du Ministère de la Région wallonne ou d'autres entreprises régionales, donnent lieu à paiement; il en est de même des fournitures et des services effectués par le Ministère de la Région wallonne ou par d'autres entreprises régionales à l'Office des déchets.

Le Ministre peut, dans des cas particuliers, déroger à l'alinéa 1er, avec l'accord du Ministre du Budget.

Art. 12. Les charges assumées par la Région wallonne pour compte de l'Office des déchets lui sont remboursées par celle-ci; ce remboursement peut s'opérer sur une base forfaitaire fixée conjointement par le Ministre et le Ministre du Budget.

L'Office des déchets rembourse de la même manière les dépenses d'administration générale résultant du contrôle de ses opérations.

Art. 13. L'Office des déchets peut recouvrer, au nom de la Région wallonne, ses créances dans les formes prescrites par les recouvrements en matière domaniale.

Le fonctionnaire qui dirige l'Office des déchets est chargé, au nom de la Région wallonne, d'exercer les actions, de décerner les contraintes, de les viser et de les rendre exécutoires. A cet effet, il peut faire appel aux fonctionnaires de l'Administration de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines.

CHAPITRE VI. — *De la trésorerie et des comptes courants*

Art. 14. § 1^{er}. Les entrées et les sorties de fonds de l'Office des déchets sont effectuées à l'intervention de ses comptables. Les comptables tiennent les fonds en caisse ou en dépôt à l'Office des chèques postaux.

§ 2. Le règlement de l'Office des déchets, approuvé par le Ministre du Budget, détermine le montant maximum des fonds que les comptables peuvent conserver en espèces ou en dépôt.

Les sommes excédant ce montant sont déposées en compte courant au Trésor, pour compte de l'Office des déchets.

Ce compte courant peut être productif d'un intérêt à fixer de commun accord par le Ministre et le Ministre du Budget.

§ 3. Le Ministre peut, dans des cas particuliers, déroger aux paragraphes 1^{er} et 2, avec l'accord du Ministre du Budget.

Art. 15. Si les disponibilités de l'Office des déchets sont temporairement insuffisantes, le Ministre du Budget peut lui accorder des avances pour un terme qui ne dépasse pas un an, à charge du budget de la Région wallonne, pour couvrir les dépenses urgentes prévues à son budget.

CHAPITRE VII. — *Du personnel*

Art. 16. Le calcul et le paiement des rémunérations du personnel ainsi que les allocations accessoires au traitement sont effectués par le Service central des dépenses fixes, à la charge du compte courant ouvert, dans les écritures de la Trésorerie du Ministère des Finances, à l'Office des déchets.

CHAPITRE VIII. — *Du comité consultatif*

Art. 17. § 1^{er}. Le comité consultatif est présidé par le directeur général des Ressources naturelles et de l'Environnement du Ministère de la Région wallonne.

Il comprend en outre :

- 1° l'inspecteur général de l'Environnement et des Forêts;
- 2° le directeur d'Administration du Budget et des Finances;
- 3° un représentant de l'Union wallonne des Entreprises;
- 4° un représentant de l'industrie de la récupération;
- 5° un représentant des associations de collecteurs de déchets et d'exploitants de décharges;
- 6° deux représentants des intercommunales de gestion de déchets;
- 7° un membre de la Commission des déchets.

Les membres visés aux 3° à 7° sont désignés par l'Exécutif régional wallon.

§ 2. Le mandat des membres du Comité a une durée de cinq ans et est renouvelable.

§ 3. Chaque membre a un suppléant désigné par l'Exécutif.

Les membres sont remplacés par leur suppléant en cas d'absence ou d'empêchement. En cas de vacance avant l'expiration d'un mandat effectif, le suppléant achève le mandat en cours.

§ 4. En cas de décès ou de démission volontaire du président, le Ministre désigne parmi les membres un remplaçant qui achève le mandat en cours.

Art. 18. Les membres représentant le secteur privé devront être domiciliés en Région wallonne tant au moment de leur désignation que pendant l'exercice de leur mandat.

Le Comité invite un représentant de l'Inspection des Finances et un représentant désigné par la Cour des Comptes à assister à ces séances.

Le fonctionnaire qui dirige l'Office des déchets assiste de droit, sans voix délibérative à toute réunion.

Un délégué du Ministre et un délégué du Ministre du Budget peuvent assister, sans voix délibérative, à toute réunion.

Le président invite toute personne dont il juge la présence nécessaire en fonction de l'ordre du jour de la réunion.

Art. 19. Le Comité consultatif donne son avis sur la réalisation des missions de l'Office des déchets visées à l'article 39, § 1er, 1^o et 3^o du décret du 5 juillet 1985 relatif aux déchets.

Il émet également un avis soit d'initiative, soit à la demande de l'Exécutif ou de l'Office des déchets sur toutes autres missions visées à l'article 39 du décret précité.

En outre, il donne son avis sur les propositions budgétaires et sur les comptes, avant la clôture de ceux-ci; il peut examiner toutes les opérations comptables.

Il adresse au Ministre toutes suggestions et propositions relatives à l'Office des déchets et lui fait annuellement rapport.

Art. 20. Le Comité de surveillance n'est réuni valablement que si 5 membres au moins ayant voix délibérative sont présents.

Les décisions sont prises à la majorité simple des présents. En cas de parité de voix, la voix du Président est prépondérante.

Lorsqu'un quart au moins des membres présents s'oppose à l'avis émis par la majorité, le Président complète cet avis par une mention relatant l'opinion divergente.

Art. 21. Le Comité siège à Namur, dans les locaux mis à sa disposition par l'Office des Déchets.

Le secrétariat est assuré par l'Office des déchets.

Art. 22. Le Ministre arrête le règlement d'ordre intérieur du Comité consultatif, sur la proposition de celui-ci.

Ce règlement précisera notamment :

1^o les procédures de convocation des membres, d'établissement de l'ordre du jour, de validation des procès-verbaux, avis et autres documents établis au nom du Comité consultatif;

2^o les délégations de signature.

Art. 23. Les frais de fonctionnement du Comité consultatif sont à la charge du budget de l'Office des déchets.

CHAPITRE IX. — Dispositions finales

Art. 24. Lors de l'introduction du premier projet de budget de l'Office des déchets, le Ministre et le Ministre du Budget établissent conjointement un bilan d'ouverture, sur base d'un inventaire des éléments constitutifs du patrimoine.

Les valeurs actives et passives à porter à l'inventaire sont arrêtées après avis du Comité.

Art. 25. Sont applicables à l'Office des déchets, les dispositions de la loi du 28 juin 1983 modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat, à l'exception des articles 21 à 23, 25 à 26 et 65 à 81, ainsi que, de manière générale, les dispositions des lois sur la comptabilité de l'Etat.

Art. 26. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1989.

Art. 27. Le Ministre et le Ministre du Budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 7 septembre 1989.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale,

B. ANSELME

Le Ministre du Budget, des Finances et du Transport,

A. DALEM

Le Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement et du Logement,

G. LUTGEN

Annexe I

Office régional wallon des Déchets

Liste des apports en nature

I. Equipement de terrain

3 véhicules tout-terrain (Land-Rover).

5 véhicules banalisés.

8 mobilophones.

8 paires de jumelles.

9 appareils photographiques.

II. Mobilier

- 1 mobilier complet rang 13.
- 4 mobiliers complets rang 11 ou 12.
- 17 bureau.
- 6 tables.
- 15 fauteuils.
- 16 chaises.
- 39 armoires.
- 6 porte-manteaux.
- 3 mobiliers dactylo.

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 89 — 2320

**7. SEPTEMBER 1989. — Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive
über das Wallonische regionale Amt für Abfälle**

Aufgrund des Dekrets vom 5. Juli 1985 über die Abfälle, insbesondere des Artikels 38, abgeändert durch das Dekret vom 30. Juni 1988, und des Artikels 41;

Aufgrund des Gutachtens des Finanzinspektors, abgegeben am 13. April 1988;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt gehört, gegeben am 24. Juni 1988;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der Umwelt und des Wohnungswesens für die Wallonische Region,

Beschließt die Wallonische Regionalexekutive :

KAPITEL I. — *Begriffbestimmungen*

Artikel 1. Im vorliegenden Erlaß :

1° bedeuten die Wörter « der Minister » das Mitglied der Wallonischen Regionalexekutive, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Umweltschutz und die Abfuhr und die Aufbereitung der Abfälle gehören;

2° bedeuten die Wörter « Haushaltsminister » das Mitglied der Wallonischen Regionalexekutive, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt gehört;

3° bedeuten die Wörter « das Amt für Abfälle » das Wallonische Regionale Amt für Abfälle;

4° bedeuten die Wörter « der Ausschuß » den Beratungsausschuß des Wallonischen Regionalen Amtes für Abfälle.

KAPITEL II. — *Haushalt*

Art. 2. § 1. Der jährliche Haushaltsentwurf des Amtes für Abfälle gliedert sich aus drei Abschnitten, die die laufenden Geschäfte, die nach ihrer Art unter den gleichen Postennummern und den gleichen Buchstaben wie der Haushalt der Wallonischen Region eingetragenen Kapitalgeschäfte und die mit fremden Mitteln getätigten Geschäfte enthalten.

Das Haushaltsjahr beginnt am 1. Januar und wird am 31. Dezember abgeschlossen.

§ 2. Der Haushaltsentwurf wird dem Entwurf des Ausgabenhaushaltsplan der Wallonischen Region — teil Ministerium der Wallonischen Region beigelegt.

Der Haushalt des Amtes für Abfälle wird vom Wallonischen Regionalrat genehmigt. Diese Genehmigung wird durch die Verabschiedung der auf ihn verweisenden Bestimmungen des Dekrets zur Festlegung des Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region erteilt.

§ 3. Die Einnahmen aus der Lieferung von Gütern oder aus der Erbringung von Dienstleistungen werden auf den Haushaltsplan des Jahres, in dem die Lieferung bzw. Erbringung erfolgt, angerechnet.

Die anderen Einnahmen werden auf den Haushaltsplan des Jahres, in dem die Rechte zugunsten der Wallonischen Region festgestellt worden sind, angerechnet.

§ 4. Die Ausgaben für die Lieferung von Gütern oder für die Erbringung von Dienstleistungen werden auf den Haushaltsplan des Jahres, in dem die Lieferung bzw. Erbringung erfolgt, angerechnet.

Die anderen Ausgaben werden auf den Haushaltsplan des Jahres, in dem die Verpflichtungen zu Lasten der Region festgestellt worden sind, angerechnet.

§ 5 Für Arbeiten- und Lieferungsprogramme, deren Ausführungsfrist mehr als 12 Monate beträgt, wird im Haushaltsplan folgendes vorgesehen :

a) die Höhe der Verpflichtungen, die im Laufe des Haushaltsjahres eingegangen werden dürfen;

b) der Betrag, der im Laufe des Haushaltsjahres zur Bereinigung der sowohl in diesem Jahr als auch im Laufe der vorigen Jahre eingegangenen Verpflichtungen ausgezahlt werden kann.

Ein Schätzungsbericht über die Gesamtkosten der Programme und ihren jeweils erreichten Stand wird dem Haushaltsentwurf beigelegt.

Art. 3. Der Abschnitt der laufenden Geschäfte kann uneingeschränkte Kredite enthalten; in diesem Fall ist es im Kredit wortlautmäßig anzugeben.

Der Minister darf Übertragungen zwischen den in den Abschnitt der laufenden Geschäfte ausgewiesenen Kreditmitteln vornehmen.

KAPITEL III. — *Buchhaltung und Rechnungslegung*

Art. 4. § 1. Die Buchhaltung gliedert sich aus zwei Teilen :

- a) die einfache haushaltsmäßige Buchhaltung, die darauf abzielt, den Vollzug des Haushaltsplans zu befolgen und die Höhe der Ausgabenverpflichtungen zu überwachen;
- b) die zweifache kaufmännische und industrielle Buchhaltung, die die tägliche Eintragung der Geschäfte bezweckt.

Die haushaltsmäßige Buchhaltung dient der Aufstellung der Haushaltsvollzugsrechnung am 31. Dezember.

Die kaufmännische und industrielle Buchhaltung ermöglicht es, den Gestehungspreis der Erzeugnisse und Dienstleistungen sowie den Betriebserfolg zu ermitteln. Sie dient ebenfalls der Aufstellung der Gewinn- und Verstrechnung und der Bilanz.

§ 2. Die Änderungen des Vermögens werden in eine besondere Rechnung eingetragen.

§ 3. Ein Bericht über die Finanzlage wird dem Minister jedes Jahr am 1. Mai und am 1. September vorgelegt.

Art. 5. Die Rechnungen des Amtes für Abfälle werden spätestens am 31. März des Jahres, das dem Jahr folgt, auf das sie sich beziehen, dem Minister übermittelt. Der Minister legt sie vor dem 30. April desselben Jahres dem Rechnungshof vor.

Die Haushaltsvollzugsrechnung bildet den Gegenstand eines Dekrets zur Regelung des Haushaltsplans, das dem Wallonischen Regionalrat spätestens am 30. September des Jahres, das dem Jahr, auf das sie sich bezieht, folgt, vorgelegt wird.

Die Gewinn- und Verlustrechnung sowie die Bilanz werden dem Dekretsentwurf zur Regelung des Haushaltsplans des Amtes für Abfälle beigelegt.

KAPITEL IV. — *Kontrolle*

Art. 6. Der vom Haushaltsminister bezeichnete Finanzinspektor übt gemäß dem Königlichen Erlaß vom 5. Oktober 1981 zur Organisation der verwaltungs- und haushaltsmäßigen Kontrolle eine Kontrolle über das Amt für Abfälle aus.

Art. 7. Der Minister und der Haushaltsminister bestimmen gemeinsam die Modalitäten der Kontrolle der Bücher, in denen die Buchungsvorgänge und die Ausgabenverpflichtungen des Amtes für Abfälle verbucht werden.

Art. 8. Die Rechnungen und die Bilanz des Amtes für Abfälle werden dem Rechnungshof, der an Ort und Stelle die Kontrolle der Buchhaltung organisieren kann, vorgelegt.

Der Rechnungshof kann jederzeit alle Berichte, Auskünfte und Erklärungen über die Einnahmen und die Ausgaben sowie über das Vermögen und die Verbindlichkeiten des Amtes für Abfälle verlangen.

Die Ausgaben des Amtes für Abfälle werden ohne Intervention des Rechnungshofs festgestellt und ausbezahlt.

KAPITEL V. — *Verwaltungsregeln*

Art. 9. Nebst dem, das in Artikel 41 des Dekrets vom 5. Juli über die Abfälle vorgesehen ist, bestehen die Einnahmen des Amtes für Abfälle aus :

1° einem nicht tilgbaren umlaufenden Anfangskapital. Dieses wird von den in der Anlage I zu diesem Erlaß aufgezählten Sacheinlagen sowie von einer Dotation in Bargeld von 20 000 000 Millionen Franken gebildet.

2° Beteiligungen zu Lasten des regionalen Haushaltsplans, die in Form von Dotationen an Funktions- und Kapitalkosten zur Deckung der gesamten oder eines Teiles der Handlungen des Amtes gebildet werden.

Andererseits werden innerhalb des Amtes für Abfälle ein Tilgungsfonds und ein Erneuerungsfonds errichtet.

Der Tilgungsfonds wird durch eine jährliche Dotation, die aufgrund des Anschaffungswerts der Kapitalgüter berechnet wird, unterhalten.

Der Erneuerungsfonds wird durch eine jährliche Dotation, die aufgrund des Unterschieds zwischen dem Erneuerungskosten und dem Anschaffungswert der Kapitalgüter berechnet wird, unterhalten.

Der Minister und der Haushaltsminister beschliessen gemeinsam die Regeln für die Berechnung von jedem Fonds.

Art. 10. Der Betrag des am Ende jedes Haushaltsjahrs vom Amt für Abfälle verzeichneten Bonus bzw. Malus wird je nach Fall auf die Einnahmenseite des Einnahmenhaushaltsplans der Wallonischen Region verbucht oder zu Lasten der zu diesem Zweck im Ausgabenhaushaltsplan der Wallonischen Region ausgewiesenen Kreditmittel gedeckt.

Art. 11. Die vom Amt für Abfälle zugunsten von Dienststellen des Ministeriums der Wallonischen Region getätigten Lieferungen und Dienstleistungen sind zahlungspflichtig; dasselbe gilt für Lieferungen und Dienstleistungen, die vom Ministerium der Wallonischen Region oder von anderen regionalen Unternehmen zugunsten des Amtes für Abfälle getätigt werden.

In besonderen Fällen darf der Minister mit der Zustimmung des Haushaltsministers vom Absatz 1 abweichen.

Art. 12. Die von der Wallonischen Region für die Rechnung des Amtes für Abfälle übernommenen Lasten werden ihm von der Region zurückgezahlt; diese Rückzahlung kann auf einer pauschalen Grundlage, die vom Minister und vom Haushaltsminister gemeinsam festgelegt wird, vorgenommen werden.

Das Amt für Abfälle zahlt die Ausgaben der allgemeinen Verwaltung, die aus der Kontrolle der Vorgänge herrühren, in der gleichen Weise zurück.

Art. 13. Das Amt für Abfälle ist berechtigt, im Namen der Wallonischen Region, seine Forderungen gemäß den für die Beitreibungen in domanialen Angelegenheiten vorgeschriebenen Formen beizutreiben.

Der Beamte, der das Amt für Abfälle leitet, wird beauftragt, im Namen der Wallonischen Region Klagen einzubringen, Zwänge aufzulegen, sie zu billigen und für vollstreckbar zu erklären. Zu diesem Zweck darf er die Beamten der Verwaltung der Mehrwertsteuer, der Einregistrierung und der Domäne heranziehen.

KAPITEL VI. — *Kassenbestand und laufende Konten*

Art. 14. § 1. Die Geldeingänge und -ausgänge des Amtes für Abfälle werden auf Intervention der Rechnungsführer getätigt. Die Rechnungsführer halten das Geld in der Kasse oder in Verwahrung beim Postcheckamt.

§ 2. Der Höchstbetrag des Geldes, das die Rechnungsführer in Bar oder in Verwahrung halten dürfen, wird in der vom Haushaltsminister genehmigten Ordnung des Amtes für Abfälle festgelegt.

Die Summen, die diesen Betrag übersteigen, werden auf ein laufendes Konto bei der Staatskasse für Rechnung des Amtes für Abfälle hinterlegt.

Dieses laufende Konto trägt Zinsen, die vom Minister und vom Haushaltsminister in gegenseitigem Einvernehmen festzulegen sind.

§ 3. In besonderen Fällen kann der Minister mit der Zustimmung des Haushaltsministers von Absatz 1 und 2 abweichen.

Art. 15. Wenn die flüssigen Mittel des Amtes für Abfälle vorübergehend unzureichend sind, kann der Haushaltsminister ihm zu Lasten des Haushaltsplans der Wallonischen Region Vorschüsse für einen Termin, der nicht mehr als ein Jahr beträgt, gewähren, um die in seinem Haushaltsplan vorgesehenen dringenden Ausgaben zu decken.

KAPITEL VII. — Personal

Art. 16. Die Berechnung und die Auszahlung der Gehälter des Personals sowie der Nebenzulagen auf das Gehalt erfolgen über den Zentraldienst der festen Ausgaben zu Lasten des für das Amt für Abfälle in den Büchern der Finanzverwaltung des Finanzministeriums eröffneten laufenden Kontos.

KAPITEL VIII. — Beratungsausschuss

Art. 17. § 1. Der Generaldirektor der Naturschätze und der Umwelt des Ministeriums der Wallonischen Region führt den Vorsitz über den Beratungsausschuss.

Dieser hat außerdem die folgende Zusammensetzung :

- 1° der Generalinspektor der Umwelt und des Forstwesens;
- 2° der Verwaltungsdirektor des Haushalts und der Finanzen;
- 3° ein Vertreter des Kartellverbands der wallonischen Betriebe;
- 4° ein Vertreter der Verwertungsindustrie;
- 5° ein Vertreter der Vereinigungen der Abfallsammler und der Deponienbetreiber;
- 6° zwei Vertreter der interkommunalen Abfallwirtschaftsvereinigungen;
- 7° ein Mitglied der Kommission für Abfälle.

Die unter 3° bis 7° aufgeführten Mitglieder werden von der Wallonischen Regionalexekutive bezeichnet.

§ 2. Das Mandat der Mitglieder des Ausschusses hat eine Laufzeit von fünf Jahren und kann verlängert werden.

§ 3. Jedes Mitglied hat einen von der Exekutive bezeichneten Stellvertreter. Die Mitglieder werden von ihren Stellvertretern ersetzt, wenn sie abwesend bzw. verhindert sind. Im Vakanzfall vor dem Ablauf eines ordentlichen Mandats vollendet der Stellvertreter das laufende Mandat.

§ 4. Bei Ableben oder freiwilligem Rücktritt des Vorsitzenden bezeichnet der Minister unter den Mitgliedern einen Vertreter, der das laufende Mandat vollendet.

Art. 18. Die Mitglieder, die den privaten Sektor vertreten, müssen sowohl zum Zeitpunkt ihrer Bezeichnung als auch während der Ausübung ihres Mandats in der Wallonischen Region wohnhaft sein.

Der Ausschuss lädt einen Vertreter der Finanzaufsichtsbehörde und einen vom Rechnungshof bezeichneten Vertreter dazu ein, diesen Sitzungen beizuwohnen.

Der Beamte, der das Amt für Abfälle leitet, wohnt jeder Versammlung ohne beratende Stimme von Rechts wegen bei.

Ein Beauftragter des Ministers und ein Beauftragter des Haushaltsministers dürfen jeder Versammlung ohne beratende Stimme beiwohnen.

Der Vorsitzende lädt jegliche Person, deren Anwesenheit er aufgrund der Tagesordnung der Versammlung für notwendig hält, ein.

Art. 19. Der Beratungsausschuss nimmt zur Verwirklichung der in Artikel 39, § 1, 1° und 3° des Dekrets vom 5. Juli 1985 über die Abfälle aufgezählten Aufgaben des Amtes für Abfälle Stellung.

Er nimmt ebenfalls, entweder auf eigener Initiative, oder auf Antrag der Exekutive bzw. des Amtes für Abfälle zu jeder anderen Aufgabe, die in Artikel 39 des vorerwähnten Dekrets angeführt ist, Stellung.

Ferner nimmt er zu den Haushaltsvorschlägen und zu den Rechnungen, vor ihrem Abschluß, Stellung; er kann alle Buchungsvorgänge prüfen.

Er richtet an den Minister alle Anregungen und Vorschläge über das Amt für Abfälle und hat ihm jedes Jahr Bericht zu erstatten.

Art. 20. Der Beratungsausschuss kann nur dann rechtsgültig beraten, wenn mindestens fünf Mitglieder mit beratender Stimme anwesend sind.

Die Beschlüsse werden mit der einfachen Mehrheit der anwesenden Mitglieder gefaßt. Bei Stimmgleichheit ist die Stimme des Vorsitzenden maßgebend.

Wenn mindestens ein Viertel der anwesenden Mitglieder sich der Stellungnahme der Mehrheit entgegensetzt, ergänzt der Vorsitzende diese Stellungnahme mit einem Vermerk, der die abweichende Meinung erwähnt.

Art. 21. Der Sitz des Ausschusses liegt in Namur, in den Räumen, die ihm das Amt für Abfälle zur Verfügung gestellt hat.

Der Geschäftsgang wird vom Amt für Abfälle wahrgenommen.

Art. 22. Der Minister verabschiedet die Hausordnung des Beratungsausschusses auf dessen Vorschlag.

In dieser Ordnung wird insbesondere folgendes angegeben :

1° die Weise der Zusammenberufung der Mitglieder, der Feststellung der Tagesordnung, der Genehmigung der Protokolle, Gutachten und anderer im Namen des Beratungsausschusses ausgefertigter Dokumente;

2° die Zeichnungsermächtigungen.

Art. 23. Die Funktionskosten des Beratungsausschusses gehen zu Lasten des Haushaltsplans des Amtes für Abfälle.

KAPITEL IX. — *Schlussbestimmungen*

Art. 24. Bei der Einreichung des ersten Haushaltsentwurfs des Amtes für Abfälle stellen der Minister und der Haushaltsminister eine Eröffnungsbilanz auf der Grundlage eines Inventars der Vermögensbestandteile gemeinsam auf.

Die in das Inventar aufzunehmenden Aktiva und Passiva werden nach Stellungnahme des Ausschusses festgestellt.

Art. 25. Die Bestimmungen des Gesetzes vom 28. Juni 1963 zur Abänderung und Ergänzung der Gesetze über die Buchhaltung des Staates, mit Ausnahme der Artikel 21 bis 23, 25 bis 28 und 65 bis 81, sowie allgemein, die Bestimmungen der Gesetze über die Buchhaltung des Staates finden auf das Amt für Abfälle Anwendung.

Art. 26. Vorliegender Erlaß tritt am 1. Januar 1989 in Kraft.

Art. 27. Der Minister und der Haushaltsminister werden jeder in seinem Bereich mit der Durchführung dieses Erlasses beauftragt.

Namur, den 7. September 1989.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und dem Regionalen Öffentlichen Dienst,

B. ANSELME

Der Minister des Haushalts, der Finanzen und des Transportwesens,

A. DALEM

Der Minister der Landwirtschaft, der Umwelt und des Wohnungswesens,

G. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 89 — 2320

**7 SEPTEMBER 1989. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve
betreffende de Waalse Gewestelijke Afvaldienst**

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op het decreet van 5 juli 1985 met betrekking tot de afval, inzonderheid op artikel 38, gewijzigd door het decreet van 30 juni 1988, en artikel 41;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën gegeven op 13 april 1988;

Gelet op het akkoord van de Minister tot wiens bevoegdheid de Begroting behoort, gegeven op 24 juni 1988;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van het Waalse Gewest voor Landbouw, Leefmilieu en Huisvesting,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Definities*

Artikel 1. In dit besluit dient te worden verstaan onder :

1° de « Minister » : het lid van de Waalse Gewestexecutieve tot wiens bevoegdheid de bescherming van het leefmilieu en de afvalbehandeling behoren;

2° de « Minister van Begroting » : het lid van de Waalse Gewestexecutieve tot wiens bevoegdheid de begroting behoort;

3° de « Afvaldienst » : de Waalse Gewestelijke Afvaldienst;

4° het « Comité » : het adviescomité van de Waalse Gewestelijke Afvaldienst.

HOOFDSTUK II. — *De begroting*

Art. 2. § 1. Het jaarlijkse begrotingsontwerp van de Afvaldienst wordt ingedeeld in drie afdelingen die omvatten : de lopende verrichtingen, de verrichtingen in kapitaal die volgens hun aard onder dezelfde postnummers en boekteksten dan die van de begroting van het Waalse Gewest worden vermeld, en de verrichtingen voor orde.

Het begrotingsjaar begint op 1 januari en eindigt op 31 december.

§ 2. Het begrotingsontwerp wordt gevoegd bij het begrotingsontwerp van de uitgaven van het Waalse Gewest — deel Ministerie van het Waalse Gewest.

De begroting van de Afvaldienst wordt goedgekeurd door de Waalse Gewestraad. Deze goedkeuring wordt ontvangen door het aannemen van de bepalingen die in het decreet houdende de begroting van de uitgaven van het Waalse Gewest daarop betrekking hebben.

§ 3. De opbrengsten uit de levering van goederen of diensten worden ingeschreven op de begroting van het jaar tijdens hetwelk de levering wordt uitgevoerd.

De andere opbrengsten worden ingeschreven op de begroting van het jaar tijdens hetwelk de rechten ten voordele van het Waalse Gewest werden ingevoerd.

§ 4. De uitgaven ten gevolge van de levering van goederen of diensten worden ingeschreven op de begroting van het jaar tijdens hetwelk de levering wordt uitgevoerd.

De andere uitgaven worden ingeschreven op de begroting van het jaar tijdens hetwelk de rechten ten voordele van het Waalse Gewest werden ingevoerd.

§ 5. Inzake werk- en leveringsprogramma's waarvan de uitvoeringstermijn langer dan 12 maanden is, moet de begroting voorzien :

- a) het bedrag van de verbintenissen die tijdens het begrotingsjaar aangegaan kunnen worden;
- b) het bedrag dat tijdens het begrotingsjaar vereffend zal kunnen worden, met het oog op de aanzuivering van de zowel tijdens dit jaar als tijdens de vorige jaren aangegane verbintenissen.

Een ramingsstaat van de totale kosten van die programma's en hun graad van vordering is bij het begrotingssontwerp gevoegd.

Art. 3. De afdeling « lopende verrichtingen » kan onbeperkte kredieten omvatten; in dit geval moet de bewoording van het krediet ervan melding maken.

De Minister mag overschrijvingen verrichten tussen de in de afdeling « lopende verrichtingen » ingeschreven kredieten.

HOOFDSTUK III. — *De boekhouding en de rekeningen en verantwoording*

Art. 4. § 1. De boekhouding bestaat uit twee delen :

- a) de enkele begrotingsboekhouding met als doel het volgen van de tenuitvoerlegging van de begroting en het controleren van het bedrag van de uitgavenvastleggingen;
- b) de dubbele bedrijfsboekhouding met als doel het dagelijks inschrijven van de verrichtingen.

De begrotingsboekhouding dient ertoe de tenuitvoerleggingsrekening van de begroting op 31 december op te maken.

De bedrijfsboekhouding dient ertoe de kostprijs van de produkten en diensten, alsmede het bedrijfsresultaat te bepalen. Zij dient er ook toe de winst- en verliesrekening en de balans op te maken.

§ 2. De schommelingen van het patrimonium worden opgenomen in een bijzondere rekening.

§ 3. Een financiële toestand moet ieder jaar op 1 mei en 1 september aan de Minister worden medegedeeld.

Art. 5. De rekeningen van de Afvaldienst worden uiterlijk op 31 maart van het jaar volgend op dat waarop zij betrekking hebben, aan de Minister van Begroting gestuurd. Die rekeningen worden voor 30 april van hetzelfde jaar door die Minister aan het Rekenhof voorgelegd.

De tenuitvoerleggingsrekening van de begroting is het voorwerp van een ontwerp van decreet houdende regeling van de begroting dat uiterlijk op 30 september van het jaar volgend op dat waarop ze betrekking heeft, aan de Waalse Gewestraad wordt voorgelegd.

De winst- en verliesrekening, alsmede de balans worden bij het decreet houdende regeling van de begroting van de Afvaldienst gevoegd.

HOOFDSTUK IV. — *De controle*

Art. 6. De door de Minister van Begroting aangewezen Inspecteur van Financiën oefent controle uit op de Afvaldienst overeenkomstig het koninklijk besluit van 5 oktober 1961 houdende regeling van de administratieve en budgettaire controle.

Art. 7. De Minister en de Minister van Begroting stellen samen de modaliteiten vast inzake controle op de inschrijvingen die de rekenplichtige verrichtingen en uitgavenvastleggingen van de Afvaldienst opnemen.

Art. 8. De rekeningen en de balans van de Afvaldienst worden voorgelegd aan het Rekenhof dat ter plaatse de controle op de boekhouding kan organiseren.

Het Rekenhof kan zich te allen tijde alle staten, inlichtingen of verklaringen inzake opbrengsten en uitgaven, alsmede inzake activa en schulden van de Afvaldienst laten mededelen.

De uitgaven van de Afvaldienst worden vereffend en betaald zonder tussenkomst van het Rekenhof.

HOOFDSTUK V. — *De beheersregelen*

Art. 9. Naast wat in artikel 41 van het decreet van 5 juli 1985 met betrekking tot de afval wordt vermeld, bestaan de opbrengsten van de Afvaldienst uit :

1° een niet-terugbetaalbaar initieel kasgeldfonds. Dit fonds bestaat uit de in bijlage I van dit besluit vermelde inbrengen in natura, alsmede uit een dotatie in specien van 20 000 000 frank;

2° tegemoetkomingen ten laste van de algemene gewestbegroting in de vorm van werkings- en kapitaal-kosten met het oog op de dekking van alle handelingen van de Dienst of van een deel daarvan.

Een aflossings- en een vernieuwingsfonds worden anderzijds opgericht binnen de Afvaldienst.

Het aflossingsfonds wordt gestijfd met een jaarlijkse dotatie waarvan het bedrag wordt berekend op basis van de aankoopwaarde van de kapitaalgoederen.

Het vernieuwingsfonds wordt gestijfd met een jaarlijkse dotatie waarvan het bedrag wordt berekend op basis van het verschil tussen de vernieuwingskosten en de aankoopwaarde van kapitaalgoederen.

De Minister en de Minister van Begroting stellen samen de regelen voor de berekening van ieder fonds vast.

Art. 10. Het bedrag van het aan het einde van ieder begrotingsjaar door de Afvaldienst opgenomen batige of van het nadelige saldo wordt, volgens het geval, in de begroting van de inkomsten van het Waalse Gewest in ontvangst opgenomen of gedekt ten laste van de daartoe op de begroting van de uitgaven van het Waalse Gewest uitgetrokken kredieten.

Art. 11. De leveringen of diensten uitgevoerd door de Afvaldienst ten voordele van andere diensten van het Waalse Gewest of ten voordele van andere gewestelijke ondernemingen dienen te worden betaald; dit is ook van toepassing op de leveringen en diensten uitgevoerd door het Ministerie van het Waalse Gewest of door andere gewestelijke ondernemingen ten voordele van de Afvaldienst.

De Minister kan, in bijzondere gevallen, met toestemming van de Minister van Begroting van het eerste lid afwijken.

Art. 12. De door het Waalse Gewest ten voordele van de Afvaldienst betaalde lasten worden door de Dienst terugbetaald; die lasten worden terugbetaald op een forfaitaire basis die gezamenlijk bepaald wordt door de Minister en de Minister van Begroting.

De uitgaven van algemeen bestuur ten gevolge van de controle op de verrichtingen worden ook terugbetaald door de Afvaldienst.

Art. 13. De Afvaldienst kan, namens het Waalse Gewest, zijn schuldvorderingen innen binnen de vormen voorgeschreven door de inningen in domeinzaken.

De ambtenaar die de Afvaldienst leidt, is er, namens het Waalse Gewest, mee belast vorderingen in te stellen, dwangbevelen uit te geven, die handelingen te viseren en uitvoerbaar te verklaren. Daartoe kan hij beroep doen op de ambtenaren van het Bestuur van belasting op de toegevoegde waarde, van de Registratie en van de Domeinen.

HOOFDSTUK VI. — *Geldmiddelen en lopende rekeningen*

Art. 14. § 1. De inkomsten en uitgaven van de Afvaldienst worden uitgevoerd door toedoen van zijn rekenplichtigen. Die geldmiddelen worden door de rekenplichtigen in kas gehouden of worden bij de Postcheckdienst in bewaring gegeven.

§ 2. Het door de Minister van Begroting goedgekeurde reglement van de Afvaldienst bepaalt het maximumbedrag aan geldmiddelen dat de rekenplichtigen in kas of in bewaring kunnen houden.

De bedragen die dit maximum overschrijden, worden op de lopende rekening van de Afvaldienst bij de Staatskas gestort.

Die lopende rekening kan interest opbrengen waarvan het percentage door de Minister en de Minister van Financiën gezamenlijk moet worden vastgesteld.

§ 3. De Minister kan in bijzondere gevallen en met instemming van de Minister van Begroting van de paragrafen 1 en 2 afwijken.

Art. 15. Wanneer de geldmiddelen van de Afvaldienst tijdelijk onvoldoend zijn, kan de Minister van Begroting hem voorschotten ten laste van de begroting van het Waalse Gewest verlenen voor een termijn die niet langer duurt dan één jaar, teneinde de dringende op de begroting ervan voorziene uitgaven te dekken.

HOOFDSTUK VII. — *Het personeel*

Art. 16. De wedden van het personeel alsmede de bijkomende uitkeringen worden berekend en betaald door de Centrale dienst van de vaste uitgaven ten laste van de lopende rekening die bij de Thesaurie van het Ministerie van Financiën geopend is op naam van de Afvaldienst.

HOOFDSTUK VIII. — *Het adviescomité*

Art. 17. § 1. Het adviescomité wordt voorgezeten door de directeur-generaal van Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van het Ministerie van het Waalse Gewest.

Dit comité bestaat overigens uit :

1° de inspecteur-generaal van Leefmilieu en Bossen;

2° de bestuursdirecteur van Begroting en Financiën;

3° een vertegenwoordiger van de « Union wallonne des Entreprises »;

4° een vertegenwoordiger van de recyclage-industrie;

5° een vertegenwoordiger van de verenigingen van afvalophalers en exploitanten van stortplaatsen;

6° twee vertegenwoordigers van de intercommunale verenigingen belast met het beheer van afval;

7° een lid van de Afvalcommissie.

De in de punten 3° tot 7° bedoelde leden worden aangewezen door de Waalse Gewestsexecutieve.

§ 2. De leden van het Comité worden verkozen voor vijf jaar; dit mandaat is hernieuwbaar.

§ 3. Elk lid heeft een plaatsvervanger die door de Executieve wordt aangewezen. De leden worden bij afwezigheid of verhindering vervangen door hun plaatsvervanger bij afwezigheid of ontstentenis. De plaatsvervanger zal het lopende mandaat beëindigen in geval van een vacature voor het verstrijken van een effectief mandaat.

§ 4. Bij overlijden of vrijwillig ontslag van de voorzitter wijst de Minister onder de leden een plaatsvervanger aan die het lopende mandaat zal beëindigen.

Art. 18. De leden die de privé-sektor vertegenwoordigen moeten hun woonplaats in het Waalse Gewest hebben zowel op het ogenblik van hun aanwijzing als tijdens de uitoefening van hun mandaat.

Een vertegenwoordiger van de Inspectie van Financiën en een door het Rekenhof aangewezen vertegenwoordiger worden door het comité verzocht de vergaderingen bij te wonen.

De ambtenaar die de Afvaldienst leidt woont, van rechtswege, iedere vergadering bij zonder beslissende stem.

Een afgevaardigde van de Minister en een afgevaardigde van de Minister van Begroting kunnen, zonder beslissende stem, elke vergadering bijwonen.

De voorzitter nodigt iedere persoon wiens aanwezigheid uit hoofde van de agenda noodzakelijk wordt geacht, uit.

Art. 19. Het Adviescomité geeft zijn advies over de uitvoering van de opdrachten bedoeld in artikel 39, § 1, 1° en 3° van het decreet van 5 juli 1985 met betrekking tot de afval.

Dit comité brengt ook advies uit, hetzij op eigen initiatief, hetzij op verzoek van de Executieve of van de Afvaldienst, over elke andere opdracht bedoeld in artikel 39 van het hierboven vermelde decreet.

Het comité brengt bovendien advies uit over de budgettaire voorstellen alsmede over de rekeningen, voor de afsluiting ervan; hij kan alle rekenplichtige verrichtingen onderzoeken.

Hij stuurt alle suggesties en voorstellingen met betrekking tot de Afvaldienst naar de Minister en brengt hem jaarlijks verslag uit.

Art. 20. Het toezichtcomité is slechts geldig bijeen, wanneer ten minste 5 leden met beslissende stem aanwezig zijn.

De beslissingen worden genomen bij gewone meerderheid van de aanwezige leden.

Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter beslissend.

Wanneer ten minste een vierde van de aanwezige leden zich tegen het door de meerderheid uitgebrachte advies verzet, vult de voorzitter dit advies aan met een vermelding van de uiteenlopende mening.

Art. 21. Het comité zetelt te Namen, in de lokalen die de Afvaldienst te zijner beschikking heeft gesteld.

Het secretariaat ervan wordt waargenomen door de Afvaldienst.

Art. 22. De Minister stelt, op de voordracht van het comité, het reglement van inwendige orde ervan vast.
Dit reglement moet verklaren :
1° de procedures inzake de oproeping van de leden, het opmaken van de agenda, de bekrachtiging van de notulen, adviezen en andere documenten opgemaakt namens het Adviescomité;
2° de delegaties inzake ondertekening.

Art. 23. De werkingskosten van het Adviescomité vallen ten laste van de begroting van de Afvaldienst.

HOOFDSTUK IX. — Slotbepalingen

Art. 24. Bij de indiening van het eerste begrotingsontwerp van de Afvaldienst stellen de Minister en de Minister van Begroting gezamenlijk een openingsbalans vast op basis van een inventaris van de bestanddelen van het patrimonium.

De actieve en passieve waarden die in de inventaris moeten worden inschreven, worden bepaald na advies van het Comité.

Art. 25. De bepalingen van de wet van 28 juni 1963 tot wijziging en houdende aanvulling van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, met uitzondering van de artikelen 21 tot 23, 25 tot 26 en 65 tot 81, alsmede in het algemeen, de bepalingen van de wetten op de Rijkscomptabiliteit zijn van toepassing op de Afvaldienst.

Art. 26. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1989.

Art. 27. De Minister en de Minister van Begroting zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 7 september 1989.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,
belast met de Economie, de KMO's en het Regionale Openbaar Ambt,

B. ANSELME

De Minister van het Waalse Gewest voor Begroting, Financiën en Vervoer,

A. DALEM

De Minister van het Waalse Gewest voor Landbouw, Leefmilieu en Huisvesting,

G. LUTGEN

—
Bijlage I
—

Waalse Regionale Afvaldienst
—

Lijst van de inbrengen in natura
—

I. Terreinuitrusting

3 terreinvoertuigen.
5 gewone voertuigen.
8 mobilifoons.
8 verrekijkers.
9 fotoapparaten.

II. Meubilair

1 volledig meubilair rang 13.
4 volledig meubilair rang 11 of 12.
17 bureaus.
6 tafels.
15 fauteuils.
16 stoelen.
39 kasten.
6 kapstokken.
3 dactylomeubilair.

AUTRES ARRÊTÉS

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

Déclaration d'utilité publique
Canalisations de transport de gaz
Commune de Knokke-Heist et ville de Bruges

Un arrêté royal du 22 novembre 1989 déclare d'utilité publique au bénéfice de la S.A. Statoil, à Bruxelles, l'établissement d'installations de transport de gaz par canalisations sur le territoire de la commune de Knokke-Heist et de la ville de Bruges.

ANDERE BESLUITEN

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

Verklaring van openbaar nut
Gasvervoerleidingen
Gemeente Knokke-Heist en stad Brugge

Bij koninklijk besluit van 22 november 1989 wordt de oprichting van gasvervoerinstallaties door middel van leidingen op het grondgebied van de gemeente Knokke-Heist en van de stad Brugge van openbaar nut verklaard ten voordele van de N.V. Statoil, te Brussel.